

Ce salaire brut moyen sera établi définitivement lors de l'enregistrement, après vérification des données, de la déclaration.

2° Nombre moyen de travailleurs, le nombre total de travailleurs déclarés par l'entreprise au 30 juin 1996.

Pour les entreprises qui se sont créées après le 31 mars 1996, le nombre moyen de travailleurs est égal au nombre total de travailleurs déclarés par l'entreprise au 30 juin 1996 ou, à défaut, au nombre total de travailleurs déclarés le dernier jour du premier trimestre d'activité.

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets à la même date de l'arrêté royal précité du 24 février 1997.

Art. 3. Notre Ministre de l'Emploi et du Travail et Notre Ministre des Affaires sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 21 mars 1997.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi et du Travail,  
Mme M. SMET

La Ministre des Affaires sociales  
Mme M. DE GALAN

Het gemiddelde brutoloon zal definitief vastgesteld worden bij de kwartaalaangifte van elk trimester, na nazicht van de aangifte van de gegevens.

2° Het gemiddeld aantal werknemers, het totaal aantal werknemers aangegeven door de onderneming op 30 juni 1996.

Voor de ondernemingen die zijn opgericht na 31 maart 1996, is het gemiddeld aantal werknemers gelijk aan het totaal aantal werknemers aangegeven door de onderneming op 30 juni 1996 of, bij ontstentenis, het totaal aantal werknemers aangegeven op de laatste dag van het eerste trimester waarin activiteiten plaatsvonden.

Art. 2. Het besluit heeft uitwerking op dezelfde datum als het voornoemd koninklijk besluit van 24 februari 1997.

Art. 3. Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid en Onze Minister van Sociale Zaken zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit koninklijk besluit.

Gegeven te Brussel, 21 maart 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,  
Mevr. M. SMET

De Minister van Sociale Zaken,  
Mevr. M. DE GALAN

MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL, MINISTÈRE DES  
AFFAIRES SOCIALES, DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT  
ET MINISTÈRE DES CLASSES MOYENNES ET DE L'AGRICULTURE

F. 97 — 648

[C - 97/12147]

Arrêté royal portant des mesures spécifiques de promotion de l'emploi pour les petites et moyennes entreprises en application de l'article 7, § 2 de la loi du 26 juillet 1996 relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde préventive de la compétitivité

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'article 7, § 2 de la loi du 26 juillet 1996 relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde préventive de la compétitivité permet de prendre, par arrêté royal, des mesures en vue de promouvoir l'emploi si les partenaires sociaux ne parviennent pas à conclure un accord interprofessionnel sur l'emploi. Le Gouvernement a constaté que les partenaires sociaux n'ont pu conclure un accord interprofessionnel et qu'en outre, aucun accord n'a pu être trouvé sur la proposition de médiation que le Gouvernement a transmise aux partenaires sociaux.

En exécution de la délégation de compétence au Roi précitée, un arrêté royal est présenté à Votre signature, qui vise à accorder des réductions spécifiques et dégressives de cotisations patronales de sécurité sociale en faveur des petites et moyennes entreprises lorsque :

1° le remplaçant d'un travailleur en interruption de carrière est occupé à temps partiel;

2° le remplaçant d'un travailleur prépensionné à mi-temps est occupé à temps partiel;

3° l'employeur engage un deuxième ou un troisième nouveau travailleur.

Ces mesures valent pour les embauches qui interviennent après le 31 décembre 1996 et cesseront d'être en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1999.

Il a été tenu compte des remarques formulées dans l'avis du Conseil d'Etat.

En ce qui concerne les dispositions concernant l'interruption de carrière et la prépension à mi-temps, le Gouvernement estime cependant qu'il ne convient pas de suivre la remarque générale formulée par le Conseil d'Etat selon laquelle les diverses dispositions modificatives doivent être remaniées en un nouveau texte autonome et normatif, parce qu'il s'agit d'une dérogation mineure au régime général et qui est en outre de nature temporaire.

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID, MINISTERIE  
VAN SOCIALE ZAKEN, VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU  
EN MINISTERIE VAN MIDDENSTAND EN LANDBOUW

N. 97 — 648

[C - 97/12147]

Koninklijk besluit houdende specifieke tewerkstellingsbevorderende maatregelen voor de kleine en middelgrote ondernemingen met toepassing van artikel 7, § 2 van de wet van 26 juli 1996 tot bevordering van de werkgelegenheid en tot preventieve vrijwaring van het concurrentievermogen

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

De wet van 26 juli 1996 tot bevordering van de werkgelegenheid en tot preventieve vrijwaring van het concurrentievermogen creëert in artikel 7, § 2 de mogelijkheid om bij koninklijk besluit maatregelen te nemen ter bevordering van de werkgelegenheid indien de sociale partners er niet in slagen een interprofessioneel akkoord rond de werkgelegenheid af te sluiten. De Regering heeft vastgesteld dat de sociale partners geen interprofessioneel akkoord hebben kunnen afsluiten en dat er bovendien geen akkoord kan bereikt worden over het bemiddelingsvoorstel dat de Regering aan de sociale partners heeft overgemaakt.

In uitvoering van bovengenoemde bevoegdheidsdelegatie aan de Koning wordt een koninklijk besluit te Uwer ondertekening voorgelegd dat de toekenning beoogt aan kleine en middelgrote ondernemingen van specifieke, degressieve verminderingen van werkgeversbijdragen voor sociale zekerheid wanneer :

1° de vervanger van een werknemer in loopbaanonderbreking deeltijds wordt tewerkgesteld;

2° de vervanger van een halftijds bruggepensioneerde werknemer deeltijds wordt tewerkgesteld;

3° de werkgever een bijkomende tweede of derde werknemer in dienst neemt.

Deze maatregelen gelden voor de aanwervingen die gebeuren na 31 december 1996 en houden op van kracht te zijn op 1 januari 1999.

Er werd rekening gehouden met de bemerkings opgenomen in het advies van de Raad van State.

Wat de bepalingen inzake loopbaanonderbreking en halftijds brugpensioen betreft, is de Regering evenwel van oordeel dat niet kan worden ingegaan op de algemene opmerkingen van de Raad van State die stelt dat de diverse wijzigingsbepalingen moet worden herwerkt tot een nieuwe, autonome, normatieve tekst, omdat het gaat om een beperkte afwijking van het algemene regime die bovendien van tijdelijke aard is.

## COMMENTAIRE DES ARTICLES

Le Chapitre 1<sup>er</sup> détermine la réduction de sécurité sociale spécifique pour les P.M.E. en cas d'occupation à temps partiel du remplaçant d'un travailleur en interruption de carrière (article 1<sup>er</sup>) ou d'un prépensionné à mi-temps (article 2).

Article 1<sup>er</sup>

Il existe déjà une réduction dégressive des cotisations patronales de sécurité sociale pour les employeurs qui procèdent au remplacement d'un travailleur en interruption de carrière par un chômeur complet indemnisé (art. 104bis, § 1<sup>er</sup> de la loi de redressement du 22 janvier 1985 concernant des dispositions sociales).

En dérogation au régime général, cette réduction, pour autant que le remplaçant soit occupé à temps partiel, par une entreprise qui compte moins de 50 travailleurs, est fixée à 75 % pendant le trimestre d'engagement et les quatre trimestres suivants et à 50 % pendant le cinquième jusques et y compris le huitième trimestre suivant l'engagement.

## Article 2

En ce qui concerne l'occupation du remplaçant d'un prépensionné à mi-temps, il existe un régime général de réduction de cotisations de sécurité sociale analogue (art. 18, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 22 décembre 1995 portant des mesures visant à exécuter le plan pluriannuel pour l'emploi).

En dérogation au régime général, cet article fixe la réduction dans le chef de l'entreprise qui compte moins de 50 travailleurs, à 75 % pendant le trimestre d'engagement et les quatre trimestres suivants et à 50 % pendant le cinquième jusques et y compris le huitième trimestre suivant l'engagement.

Dans le chapitre II, on prévoit une réduction des cotisations de sécurité sociale en cas d'engagement d'un deuxième ou troisième travailleur nouveau.

## Article 3

Cet article détermine le champ d'application de la mesure.

## Article 4

La réduction des cotisations de sécurité sociale pour l'occupation d'un deuxième travailleur nouveau est fixée à :

- 75 % pendant le trimestre de l'engagement et les quatre trimestres suivants;
- 50 % pendant le cinquième jusques et y compris le huitième trimestre suivant l'engagement;
- 25 % à partir du neuvième jusqu'au douzième trimestre suivant l'engagement.

Pour l'occupation d'un troisième travailleur nouveau la réduction est fixée à :

- 50 % pendant le trimestre de l'engagement et les quatre trimestres suivants;
- 25 % à partir du cinquième jusqu'au huitième trimestre suivant l'engagement.

## Article 5

Cet article prévoit qu'on ne peut pas bénéficier de la réduction si le deuxième ou troisième travailleur est engagé en remplacement d'un travailleur qui a exercé des activités dans l'entreprise au cours de l'année précédente, sauf dans certains cas comme apprenti.

## Article 6

Cet article détermine les catégories de travailleurs qui ouvrent le droit à la réduction de l'article 4.

## Article 7

Cet article prévoit qu'on peut bénéficier de la réduction pour l'occupation respectivement du deuxième et du troisième travailleur dans le chef de deux travailleurs à mi-temps.

## Article 8

Cet article maintient le droit à la réduction de l'article 4 dans le chef du travailleur engagé en remplacement de celui dont l'engagement a donné ouverture au bénéfice de la mesure. Le travailleur doit cependant répondre au moment de son engagement à l'une des conditions fixées à l'article 6, § 1<sup>er</sup>.

## TOELICHTING BIJ DE ARTIKELEN

Hoofdstuk I regelt de bijzondere vermindering van patronale bijdragen voor sociale zekerheid van de K.M.O.'s in geval van deeltijdse tewerkstelling van de vervanger van een werknemer in loopbaanonderbreking (artikel 1) of van een halftijds bruggepensioneerde (artikel 2).

## Artikel 1

Er bestaat reeds een degressieve vermindering van de werkgeversbijdragen voor sociale zekerheid voor werkgevers die overgaan tot de vervanging van een werknemer in loopbaanonderbreking door een volledig uitkeringsgerechtigde werkloze (Art. 104bis, § 1 van de besluitwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen).

In afwijking van de algemene regeling bedraagt deze vermindering in geval van deeltijdse tewerkstelling van de vervanger door een onderneming met minder dan vijftig werknemers 75 % gedurende het kwartaal van de indienstneming en de vier daaropvolgende kwartalen en 50 % gedurende het vijfde tot en met het achtste kwartaal na de indienstneming.

## Artikel 2

Voor de tewerkstelling van de vervanger van een halftijdse bruggepensioneerde bestaat een analoge algemene regeling inzake vermindering van sociale zekerheidsbijdragen (art. 18, § 1 van de wet van 22 december 1995 houdende maatregelen tot uitvoering van het meerjarenplan voor werkgelegenheid).

In afwijking van de algemene regeling bedraagt deze vermindering in hoofde van de onderneming met minder dan 50 werknemers 75 % gedurende het kwartaal van de indienstneming en de vier daaropvolgende kwartalen en 50 % gedurende het vijfde tot en met het achtste kwartaal na de indienstneming.

In het hoofdstuk II wordt voorzien in een vermindering van de werkgeversbijdragen voor sociale zekerheid in geval van indienstneming van een bijkomende tweede of derde werknemer.

## Artikel 3

Dit artikel bepaalt het toepassingsgebied van deze maatregel.

## Artikel 4

De vermindering van de sociale zekerheidsbijdragen voor de tewerkstelling van een bijkomende tweede werknemer bedraagt :

- 75 % gedurende het kwartaal van de indienstneming en de vier daaropvolgende kwartalen;
- 50 % gedurende het vijfde tot het achtste kwartaal na de indienstneming;
- 25 % vanaf het negende tot het twaalfde kwartaal na indienstneming.

Voor de tewerkstelling van een bijkomende derde werknemer bedraagt de vermindering :

- 50 % gedurende het kwartaal van indienstneming en de vier daaropvolgende kwartalen;
- 25 % vanaf het vijfde tot het achtste kwartaal na indienstneming.

## Artikel 5

Dit artikel bepaalt dat de vermindering niet kan genoten worden indien de tweede of derde werknemer wordt aangeworven ter vervanging van een werknemer die gedurende het jaar voordien in deze onderneming werkzaam is geweest tenzij in bepaalde gevallen als leerling.

## Artikel 6

Dit artikel bepaalt de categorieën van werknemers die recht geven op de vermindering van artikel 4.

## Artikel 7

Dit artikel stelt dat de vermindering voor de tewerkstelling van respectievelijk de tweede en de derde werknemer genoten kan worden in hoofde van twee halftijdse werknemers.

## Artikel 8

Dit artikel regelt het behoud van het recht op de vermindering van artikel 4 ten aanzien van de werknemer die in dienst wordt genomen ter vervanging van deze wiens aanwerving recht heeft gegeven op het voordeel van de maatregel. De vervanger dient evenwel op het ogenblik van zijn indienstneming één van de voorwaarden bepaald in artikel 6, § 1 te vervullen.

## Article 9

Les employeurs qui sont débiteurs envers l'Office national de Sécurité sociale ou qui ne respectent pas leurs obligations en ce qui concerne le stage et l'insertion des jeunes, sont en principe exclus de la bénéfice de cette mesure.

## Articles 10 et 11

Ces articles fixent les formalités que l'employeur doit remplir pour avoir droit à la réduction de l'article 4.

## Article 12

Cet article énumère les avantages qui ne peuvent pas être cumulés avec la réduction de l'article 4.

Le Chapitre III contient les dispositions finales.

## Article 13

Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1997 et cela pour une période de deux ans.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,  
de Votre Majesté,  
les très respectueux  
et très fidèles serviteurs,

La Ministre de l'Emploi et du Travail,  
Mme M. SMET

La Ministre des Affaires sociales,  
Mme M. DE GALAN

Le Ministre des Petites et Moyennes Entreprises,  
K. PINXTEN

(C - 12147)

## AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de l'Emploi et du Travail, le 3 février 1997, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "portant des mesures de promotion de l'emploi spécifiques pour les petites et moyennes entreprises en application de l'article 7, § 2 de la loi du 26 juillet 1996 relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde préventive de la compétitivité", a donné le 6 février 1997 l'avis suivant :

1. Conformément à l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, inséré par la loi du 4 août 1996, la demande d'avis doit indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

En l'occurrence, cette motivation est la suivante :

"Gelet op de spoedeisendheid, gemotiveerd door het feit dat er geen interprofessioneel akkoord over de werkgelegenheid is tot stand gekomen voor de periode 1997-1998 en dat er geen consensus werd bereikt onder de sociale gesprekspartners over het bemiddelingsvoorstel van de Regering, en gelet op het feit dat een aantal tewerkstellingsmaatregelen uitwerking moeten hebben met ingang van 1 januari 1997 en dat alle betrokkenen onverwijld in kennis moeten worden gesteld van de bijkomende werkgelegenheidsmaatregelen die worden genomen door de Regering, had ik graag dat het advies zou worden verstrekt binnen de bij artikel 84, eerste lid, 2<sup>o</sup> van de gecoördineerde wetten voorgeschreven termijn".

2. Le projet d'arrêté royal soumis pour avis contient une série de mesures de promotion de l'emploi pour les petites et moyennes entreprises. Ces mesures consistent essentiellement en une réduction des cotisations patronales de sécurité sociale en cas d'engagement de nouveaux travailleurs dans des circonstances déterminées.

Il appert du premier alinéa du préambule du projet que, pour les règles en projet, un fondement légal est recherché à l'article 7, § 2, de la loi du 26 juillet 1996 relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde préventive de la compétitivité. Cette disposition est formulée comme suit :

"A défaut d'un accord interprofessionnel sur l'emploi, le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, pour la durée prévue de l'accord interprofessionnel, prendre des mesures supplémentaires en faveur de l'emploi, entre autres en ce qui concerne :

1<sup>o</sup> la redistribution du travail, en ce compris des possibilités de réduction du temps de travail, le travail à temps partiel, l'augmentation des chances d'emploi pour les jeunes et l'interruption de carrière;

## Artikel 9

De werkgevers die schuldenaar zijn van de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid of die hun verplichtingen inzake de stage en de inschakeling van jongeren niet nakomen, worden in principe uitgesloten van dit voordeel.

## Artikelen 10 en 11

Deze artikelen bepalen de formaliteiten die de werkgever moet vervullen om aanspraak te kunnen maken op de vermindering van artikel 4.

## Artikel 12

Dit artikel somt de voordelen op die niet kunnen gecumuleerd worden met de vermindering van artikel 4.

Hoofdstuk III bevat de slotbepalingen.

## Artikel 13

Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1997 en dit voor een periode van twee jaar.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,  
van uwe Majesteit,  
de zeer eerbiedige  
en zeer getrouwe dienaars,

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,  
Mevr. M. SMET

De Minister van Sociale Zaken,  
Mevr. M. DE GALAN

De Minister van de Kleine en Middelgrote Ondernemingen,  
K. PINXTEN

(C - 97/12147)

## ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, eerste kamer, op 3 februari 1997 door de Minister van Tewerkstelling en Arbeid verzocht haar, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende tewerkstellingsbevorderende maatregelen specifiek voor de kleine en middelgrote ondernemingen met toepassing van artikel 7, § 2 van de wet van 26 juli 1996 tot bevordering van de werkgelegenheid en tot preventieve vrijwaring van het concurrentievermogen", heeft op 6 februari 1997 het volgend advies gegeven :

1. Volgens artikel 84, eerste lid, 2<sup>o</sup>, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996, moeten in de adviesaanvraag de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisend karakter ervan.

In het onderhavige geval luidt die motivering als volgt :

"Gelet op de spoedeisendheid, gemotiveerd door het feit dat er geen interprofessioneel akkoord over de werkgelegenheid is tot stand gekomen voor de periode 1997-1998 en dat er geen consensus werd bereikt onder de sociale gesprekspartners over het bemiddelingsvoorstel van de Regering, en gelet op het feit dat een aantal tewerkstellingsmaatregelen uitwerking moeten hebben met ingang van 1 januari 1997 en dat alle betrokkenen onverwijld in kennis moeten worden gesteld van de bijkomende werkgelegenheidsmaatregelen die worden genomen door de Regering, had ik graag dat het advies zou worden verstrekt binnen de bij artikel 84, eerste lid, 2<sup>o</sup> van de gecoördineerde wetten voorgeschreven termijn".

2. Het voor advies voorgelegde ontwerp van koninklijk besluit bevat een aantal tewerkstellingsbevorderende maatregelen voor de kleine en middelgrote ondernemingen. Die maatregelen bestaan in essentie uit een vermindering van de werkgeversbijdragen voor sociale zekerheid ingeval onder bepaalde omstandigheden nieuwe werknemers in dienst worden genomen.

Het eerste lid van de aanhef van het ontwerp doet ervan blijken dat voor de ontworpen regeling een rechtsgrond wordt gezocht in artikel 7, § 2, van de wet van 26 juli 1996 tot bevordering van de werkgelegenheid en tot preventieve vrijwaring van het concurrentievermogen. Deze bepaling luidt als volgt :

"Bij gebreke van een interprofessioneel akkoord over de werkgelegenheid kan de Koning, bij in Ministerraad overlegd besluit, voor de voorziene duur van het interprofessioneel akkoord, bijkomende maatregelen nemen voor de werkgelegenheid, onder andere met betrekking tot :

1<sup>o</sup> arbeidsherverdeling, met inbegrip van mogelijkheden tot arbeidsduurvermindering, deeltijdse arbeid, verhogen van kansen op werkgelegenheid voor jongeren en loopbaanonderbreking;

2° une plus grande souplesse dans l'organisation du marché du travail".

La disposition législative citée implique que le Roi ne tient de celle-ci le pouvoir de prendre des mesures pour la promotion de l'emploi qu'à défaut d'un accord interprofessionnel et pour autant qu'il s'agisse de mesures dont la durée est limitée dans le temps, à savoir pour une période correspondant à "la durée prévue de l'accord interprofessionnel". Il faut bien constater en l'occurrence que, s'il est vrai qu'aucun accord interprofessionnel sur l'emploi n'est intervenu pour la période 1997-1998, les mesures que prévoit le projet en matière d'emploi ne sont cependant aucunement conçues en tant que mesures limitées dans le temps. Bien au contraire, les mesures en projet étant inscrites dans des dispositions législatives hétérogènes, qui restent en vigueur pendant une durée indéterminée ou qui, à tout le moins, sont conçues dans ce sens, et le projet n'indiquant pas, pour le surplus, que les mesures qu'il prévoit ne valent que jusqu'à une date déterminée, le Roi doit être réputé vouloir mettre sur pied un régime qui restera en vigueur pour une durée indéterminée. Toutefois, le Roi excède ainsi le pouvoir qui lui est accordé par l'article 7, § 2, de la loi précitée du 26 juillet 1996 et qui, il convient de le souligner, ne porte que sur des mesures limitées dans le temps.

Afin de remédier à ce défaut de fondement légal, il incombera au Roi de limiter dans le temps les effets des règles en projet à "la durée prévue de l'accord interprofessionnel", soit, en d'autres termes, à la période qui s'achève au 31 décembre 1998. A cet effet, il ne suffira toutefois pas de compléter le présent projet par la mention de cette date, mais il faudra le concevoir différemment, en ce sens que les différentes dispositions modificatives qu'il prévoit actuellement devront être groupées et reformulées en un texte normatif nouveau et autonome, qui restera en vigueur jusqu'au 31 décembre 1998.

Il va de soi que la rédaction d'un texte autonome conçu de la sorte implique que le projet soumis pour avis fasse l'objet d'une adaptation à ce point fondamentale qu'il n'est pas indiqué de poursuivre pour l'instant l'examen de ce projet. Sauf les observations faites au point 3, ci-après, le Conseil d'Etat, section de législation, s'abstient dès lors de formuler des observations particulières sur le texte du projet, tel que celui-ci lui a été soumis pour avis.

3. Que les règles en projet doivent, en tout état de cause, être inscrites dans un texte autonome, cela ressort, à titre d'exemple, des articles 3 et 4 du projet. En effet, ces articles tiennent insuffisamment compte du fait que les dispositions du chapitre VII du titre III de la loi-programme du 30 décembre 1988 ont été abrogées par l'article 65 de la loi du 21 décembre 1994 portant des mesures sociales et diverses, et que ces dispositions ne sont restées applicables qu'à "tous les engagements qui ont été réalisés en application de ces dispositions jusqu'au 31 décembre 1994 ainsi qu'aux employeurs qui, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1995, procèdent à l'engagement d'un premier travailleur" et qui répondent à certaines conditions complémentaires. Or, le projet soumis ne concerne ni les employeurs, ni les engagements pour lesquels les dispositions du chapitre VII du titre III de la loi-programme du 30 décembre 1988 sont restées applicables.

Il résulte de ce qui précède que l'article 3 du projet vise à insérer une disposition au chapitre VII du titre III de la loi-programme du 30 décembre 1988 - à savoir un article 115<sup>ter</sup> nouveau -, alors que le chapitre concerné doit être réputé avoir été abrogé en ce qui concerne les engagements concernés. Dès lors que l'article 115<sup>ter</sup> nouveau, à insérer, doit être lu en corrélation avec certaines autres dispositions du chapitre VII du titre III de la loi-programme concernée, qui doivent cependant être considérées comme abrogées, l'on n'aperçoit guère comment les règles en projet pourraient être applicables sur ce point.

La modification que l'article 4 du projet tend à apporter à l'article 65 de la loi précitée du 21 décembre 1994 n'est pas davantage applicable, puisqu'elle ne peut déroger en rien au fait que les dispositions du chapitre VII du titre III de la loi-programme du 30 décembre 1988 ont été abrogées, et que l'on ne peut revenir en partie sur cette abrogation en ce qui concerne les employeurs visés à l'article 65, alinéa 3, en projet.

2° een soepelere organisatie van de arbeidsmarkt".

De geciteerde wetsbepaling houdt in dat de Koning enkel de bevoegdheid eraan ontleent om maatregelen te nemen voor de werkgelegenheid bij gebreke van een interprofessioneel akkoord en mits het maatregelen betreft waarvan de gelding beperkt is in de tijd, namelijk voor een periode welke overeenstemt met "de voorziene duur van het interprofessioneel akkoord". Te dezen moet worden vastgesteld dat er weliswaar geen interprofessioneel akkoord over de werkgelegenheid tot stand is gekomen voor de periode 1997-1998, doch dat de maatregelen welke het ontwerp op het vlak van de werkgelegenheid bevat geenszins zijn geconcipieerd als in de tijd beperkte maatregelen. Doordat integendeel de ontworpen maatregelen worden ingeschreven in uiteenlopende wetsbepalingen welke voor onbepaalde duur gelden of althans op die wijze zijn opgevat en het ontwerp voor het overige niet aangeeft dat de erin vervatte maatregelen enkel tot op een bepaalde datum gelding hebben, moet de Koning worden geacht een regeling te willen tot stand brengen welke voor onbepaalde tijd zal gelden. Op die wijze overschrijdt de Koning evenwel de bevoegdheid welke Hem door artikel 7, § 2, van de voornoemde wet van 26 juli 1996 wordt verleend en welke, het zij benadrukt, enkel op in de tijd beperkte maatregelen betrekking heeft.

Teneinde dit gebrek aan rechtsgrond te verhelpen zal de Koning de uitwerking van de ontworpen regeling in de tijd moeten beperken tot "de voorziene duur van het interprofessioneel akkoord", zijnde met andere woorden tot 31 december 1998. Daartoe zal het evenwel niet volstaan om het voorliggende ontwerp aan te vullen met de vermelding van die datum, doch zal het ontwerp op een andere wijze moeten worden geconcipieerd, in die zin dat de diverse wijzigingsbepalingen welke het ontwerp nu bevat zullen moeten worden gegroepeerd in en herwerkt tot een nieuwe, autonome normatieve tekst welke tot 31 december 1998 gelding zal hebben.

Het spreekt voor zich dat de redactie van een aldus opgevatte autonome tekst een dermate fundamentele aanpassing van het voor advies voorgelegde ontwerp impliceert dat een verder onderzoek van dat laatste momenteel niet aangewezen is. Afgezien van wat onder punt 3 volgt, onthoudt de Raad van State, afdeling wetgeving, zich derhalve van het maken van bijzondere opmerkingen bij de tekst van het ontwerp zoals die hem voor advies werd voorgelegd.

3. Dat de ontworpen regeling hoe dan ook in een autonome tekst moet worden opgenomen blijkt op illustratieve wijze uit de artikelen 3 en 4 van het ontwerp. Die artikelen houden er immers onvoldoende rekening mee dat de bepalingen van hoofdstuk VII van titel III van de programmawet van 30 december 1988 werden opgeheven door artikel 65 van de wet van 21 december 1994 houdende sociale en diverse bepalingen, en dat die bepalingen enkel van toepassing zijn gebleven "voor alle indienstnemen die met toepassing van deze bepalingen werden gerealiseerd tot en met 31 december 1994 evenals voor de werkgevers die vanaf 1 januari 1995 overgaan tot de indienstneming van een eerste werknemer" en die aan een aantal bijkomende voorwaarden voldoen. Het voorliggende ontwerp betreft evenwel noch de werkgevers, noch de indienstnemen waarvoor de bepalingen van hoofdstuk VII van titel III van de programmawet van 30 december 1988 van toepassing zijn gebleven.

Uit wat voorafgaat volgt dat artikel 3 van het ontwerp een bepaling beoogt in te voegen in hoofdstuk VII van titel III van de programmawet van 30 december 1988 - zijnde een nieuw artikel 115<sup>ter</sup> - alhoewel het betrokken hoofdstuk moet worden geacht opgeheven te zijn wat de betrokken indienstnemen betreft. Vermits het nieuw in te voegen artikel 115<sup>ter</sup> moet worden gelezen in samenhang met sommige andere bepalingen van hoofdstuk VII van titel III van de betrokken programmawet, welke evenwel als zijnde opgeheven moeten worden beschouwd, valt niet goed in te zien hoe de ontworpen regeling op dat punt werkbaar zou kunnen zijn.

De wijziging welke artikel 4 van het ontwerp beoogt aan te brengen in artikel 65 van de voornoemde wet van 21 december 1994, is evenmin werkbaar, vermits zij in generlei opzicht afbreuk kan doen aan het feit dat de bepalingen van hoofdstuk VII van titel III van de programmawet van 30 december 1988 opgeheven zijn en er op die opheffing niet partieel kan worden teruggekomen voor wat de werkgevers betreft, bedoeld in het ontworpen artikel 65, derde lid.

La chambre était composée de

MM. :

J. De Brabandere, président de Chambre,

M. Van Damme, D. Albrecht, conseillers d'Etat;

M. G. Schrans, Mme : Y. Merchiers, assesseurs de la section de légalisation;

Mme : A. Beckers, greffier.

La concordance entre la version néerlandaise et la version française a été vérifiée sous le contrôle de M. D. Albrecht.

Le rapport a été présenté par M. W. Van Vaerenbergh, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par Mme M.-C. Ceule, premier référendaire.

Le greffier

A. Beckers.

Le président,

J. De Brabandere.

De kamer was samengesteld uit

de heren :

J. De Brabandere, kamervoorzitter;

M. Van Damme, D. Albrecht, staatsraden;

M. G. Schrans, Mevr. : Y. Merchiers, assessoren van de afdeling wetgeving;

Mevr. : A. Beckers, griffier.

De overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. D. Albrecht.

Het verslag werd uitgebracht door de H. W. Van Vaerenbergh, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door Mevr. M.-C. Ceule, eerste referendaris.

De griffier,

A. Beckers.

De voorzitter,

J. De Brabandere.

[C - 97/1214702]

**14 MARS 1997. — Arrêté royal portant des mesures spécifiques de promotion de l'emploi pour les petites et moyennes entreprises en application de l'article 7, § 2 de la loi du 26 juillet 1996 relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde préventive de la compétitivité**

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 26 juillet 1996 relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde préventive de la compétitivité, notamment l'article 7, § 2;

Vu la loi de redressement du 22 janvier 1985 portant des dispositions sociales, notamment l'article 104bis, inséré par la loi du 22 décembre 1995;

Vu la loi du 22 décembre 1995 portant des mesures visant à exécuter le plan pluriannuel pour l'emploi, notamment l'article 18;

Vu l'avis du Conseil national du travail et du Conseil central de l'économie, donné le 19 février 1997;

Vu l'avis de l'inspection des Finances, donné le 25 février 1997;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 84, alinéa premier, 2° inséré par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence, motivée par le fait qu'aucun Accord interprofessionnel n'est intervenu pour la période 1997-1998 et qu'aucun consensus n'a été obtenu entre les partenaires sociaux à propos de la proposition de conciliation du Gouvernement, et vu qu'une série de mesures pour l'emploi doivent entrer en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1997 et que tous les intéressés doivent être informés sans délai des mesures complémentaires pour l'emploi prises par le Gouvernement;

Vu l'avis du Conseil d'Etat donné dans un délai de trois jours;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail, de Notre Ministre des Affaires sociales et de Notre Ministre des Petites et Moyennes Entreprises, et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE Ier. — *Dispositions concernant l'interruption de carrière et la prépension à mi-temps*

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'article 104bis, § 1<sup>er</sup>, de la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales, inséré par la loi du 22 décembre 1995, l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 2 et 3 :

« Par dérogation à l'alinéa 2, pour autant que le remplaçant soit engagé après le 31 décembre 1996 et occupé à temps partiel dans une entreprise qui compte moins de 50 travailleurs, la dispense visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> est fixée à 75 % pendant le trimestre de l'engagement et les quatre trimestres suivants et à 50 % pendant le cinquième jusqu'au huitième trimestre suivant celui de l'engagement. La période dont il faut tenir compte pour déterminer le nombre de travailleurs occupés dans l'entreprise, est déterminée par Nous. »

[C - 1214702]

**14 MAART 1997. — Koninklijk besluit houdende specifieke werkstellingsbevorderende maatregelen voor de kleine en middelgrote ondernemingen met toepassing van artikel 7, § 2 van de wet van 26 juli 1996 tot bevordering van de werkgelegenheid en tot preventieve vrijwaring van het concurrentievermogen**

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 26 juli 1996 tot bevordering van de werkgelegenheid en tot preventieve vrijwaring van het concurrentievermogen, inzonderheid op artikel 7, § 2;

Gelet op de herstellwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen, inzonderheid op artikel 104bis, ingevoegd bij de wet van 22 december 1995;

Gelet op de wet van 22 december 1995 houdende maatregelen tot uitvoering van het meerjarenplan voor werkgelegenheid, inzonderheid op artikel 18;

Gelet op het advies van de Nationale Arbeidsraad en de Centrale Raad van het Bedrijfsleven, gegeven op 19 februari 1997;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 25 februari 1997;

Gelet op de wetten op de Raad van State gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 84, eerste lid, 2°, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de spoedeisendheid gemotiveerd door het feit dat er geen Interprofessioneel akkoord over de werkgelegenheid is tot stand gekomen voor de periode 1997-1998 en dat er geen consensus werd bereikt onder de sociale gesprekspartners over het bemiddelingsvoorstelling van de Regering, en gelet op het feit dat een aantal werkstellingsmaatregelen uitwerking moeten hebben met ingang van 1 januari 1997 en dat alle betrokkenen onverwijld in kennis moeten worden gesteld van de bijkomende werkgelegenheidsmaatregelen die worden genomen door de Regering;

Gelet op het binnen een termijn van drie dagen gegeven advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid, van Onze Minister van Sociale Zaken en van Onze Minister van de Kleine en Middelgrote Ondernemingen, en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — *Bepalingen inzake de loopbaanonderbreking en het halftijds brugpensioen*

**Artikel 1.** In artikel 104bis, § 1, van de herstellwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen, ingevoegd door de wet van 22 december 1995, wordt tussen het tweede en het derde lid het volgende lid ingevoegd :

« In afwijking van het tweede lid wordt, voor zover de vervanger in dienst wordt genomen na 31 december 1996 en deeltijds wordt tewerkgesteld in een onderneming met minder dan vijftig werknemers, de vrijstelling bedoeld in het eerste lid vastgesteld op 75 % gedurende het kwartaal van de indienstneming en de vier daaropvolgende kwartalen en op 50 % gedurende het vijfde tot en met het achtste kwartaal volgend op dat van de indienstneming. De periode die in acht genomen moet worden voor het bepalen van het aantal werknemers tewerkgesteld in de onderneming, wordt door Ons bepaald. »

**Art. 2.** Dans l'article 18, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 22 décembre 1995 portant des mesures visant à exécuter le plan pluriannuel pour l'emploi, l'alinéa suivant est inséré entre l'alinéa 2 et l'alinéa 3 :

« Par dérogation à l'alinéa 2, pour autant que le remplaçant soit engagé après le 31 décembre 1996 et occupé à temps partiel dans une entreprise qui compte moins de 50 travailleurs, la dispense visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> est fixée à 75 % pendant le trimestre de l'engagement et les quatre trimestres suivants et à 50 % pendant le cinquième jusqu'au huitième trimestre suivant celui de l'engagement. La période dont il faut tenir compte pour déterminer le nombre de travailleurs occupés dans l'entreprise, est déterminée par Nous. »

**CHAPITRE II. — Réduction des cotisations patronales de sécurité sociale en cas d'engagement d'un deuxième ou troisième travailleur**

**Art. 3.** Le présent chapitre s'applique aux employeurs du secteur privé soumis à la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs.

Par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, dans les conditions et selon les modalités que Nous déterminons :

1° en cas d'engagement d'une personne visée à l'article 6, § 1<sup>er</sup>, 7°, l'application du présent chapitre peut être limitée par Nous en tout ou en partie aux catégories d'employeurs et de travailleurs du secteur privé que Nous déterminons;

2° l'application du présent chapitre peut être étendue par Nous en tout ou en partie aux catégories d'employeurs et de travailleurs du secteur public que Nous déterminons.

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup> Lorsque l'employeur engage un deuxième ou un troisième travailleur nouvellement engagé dans les liens d'un contrat de travail à durée indéterminée après le 31 décembre 1996, il bénéficie sous les conditions fixées au § 2 des dispenses de cotisations patronales de sécurité sociale visées à l'article 38, § 3, 1° à 7° et 9°, et § 3bis, de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés.

§ 2. Pour le deuxième travailleur, cette dispense prend cours dès le début de l'occupation jusqu'à la fin du quatrième trimestre suivant celui du début de l'occupation et s'élève à 75 %. La dispense s'élève à 50 % à partir du cinquième jusqu'au huitième trimestre suivant celui du début de l'occupation et s'élève à 25 % à partir du neuvième jusqu'au douzième trimestre suivant celui du début de l'occupation.

Pour le troisième travailleur, cette dispense prend cours dès le début de l'occupation jusqu'à la fin du quatrième trimestre suivant celui du début de l'occupation et s'élève à 50 %. La dispense s'élève à 25 % à partir du cinquième jusqu'au huitième trimestre suivant celui du début de l'occupation.

**Art. 5.** L'employeur visé à l'article 4, § 1<sup>er</sup>, ne bénéficie pas des dispositions du présent chapitre si le deuxième ou troisième travailleur nouvellement engagé remplace un travailleur qui a exercé des activités dans la même unité technique d'exploitation au cours des douze mois civils précédant l'engagement, sauf si ce travailleur répond aux conditions de l'article 6, § 1<sup>er</sup>, 10°.

**Art. 6.** § 1<sup>er</sup>. Par travailleur nouvellement engagé, on entend :

1° un demandeur d'emploi entre 18 et 25 ans qui, pendant les 12 mois qui précèdent l'engagement, a bénéficié sans interruption d'allocations de chômage ou d'attente pour tous les jours de la semaine;

2° un demandeur d'emploi qui, au moment de l'engagement, a bénéficié sans interruption pendant les 18 mois précédant l'engagement d'allocations de chômage ou d'attente pour tous les jours de la semaine;

3° un demandeur d'emploi âgé de 40 ans au moins qui, pendant les 12 mois qui précèdent l'engagement, a bénéficié sans interruption d'allocations de chômage pour tous les jours de la semaine;

4° un demandeur d'emploi qui, au moment de l'engagement, bénéficie sans interruption depuis au moins six mois du minimum de moyens d'existence;

**Art. 2.** In artikel 18, § 1, van de wet van 22 december 1995 houdende maatregelen tot uitvoering van het meerjarenplan voor werkgelegenheid, wordt tussen het tweede en het derde lid, het volgende lid ingevoegd :

« In afwijking van het tweede lid wordt, voor zover de vervanger in dienst wordt genomen na 31 december 1996 en deeltijds wordt tewerkgesteld in een onderneming met minder dan 50 werknemers, de in het eerste lid bedoelde vrijstelling vastgesteld op 75 % gedurende het kwartaal van de indienstneming en de vier daarop volgende kwartalen en op 50 % gedurende het vijfde tot en met het achtste kwartaal volgend op dat van de indienstneming. De periode die in acht moet worden genomen voor het bepalen van het aantal werknemers tewerkgesteld in de onderneming, wordt door Ons bepaald. »

**HOOFDSTUK II. — Vermindering van de werkgeversbijdragen voor de sociale zekerheid bij de indienstneming van een tweede of een derde werknemer**

**Art. 3.** Dit hoofdstuk is van toepassing op de werkgevers uit de privé-sector op wie de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders toepasselijk is.

Door Ons kan, bij een in Ministerraad overlegd besluit, onder de voorwaarden en volgens de nadere regelen die Wij bepalen :

1° bij aanwerving van een persoon bedoeld in artikel 6, § 1, 7°, de toepassing van dit hoofdstuk geheel of gedeeltelijk beperkt worden tot de categorieën van werkgevers en werknemers van de privé-sector die Wij bepalen;

2° de toepassing van dit hoofdstuk geheel of gedeeltelijk uitgebreid worden tot de categorieën van werkgevers en werknemers van de openbare sector die Wij bepalen.

**Art. 4.** § 1. Wanneer de werkgever een tweede of een derde nieuw in dienst genomen werknemer in dienst neemt met een arbeidsovereenkomst voor onbepaalde tijd na 31 december 1996, geniet hij onder de voorwaarden bepaald in § 2, vrijstelling van werkgeversbijdragen voor de sociale zekerheid bedoeld in artikel 38, § 3, 1° tot 7° en 9° en § 3bis van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid der werknemers.

§ 2. Deze vrijstelling loopt voor de tweede werknemer vanaf het begin van de tewerkstelling tot het einde van het vierde kwartaal volgend op dat waarin de tewerkstelling een aanvang heeft genomen en bedraagt 75 %. De vrijstelling bedraagt 50 % vanaf het vijfde tot en met het achtste kwartaal volgend op dat waarin de tewerkstelling een aanvang heeft genomen en bedraagt 25 % vanaf het negende tot en met het twaalfde kwartaal volgend op dat waarin de tewerkstelling een aanvang heeft genomen.

Deze vrijstelling loopt voor de derde werknemer vanaf het begin van de tewerkstelling tot het einde van het vierde kwartaal volgend op dat waarin de tewerkstelling een aanvang heeft genomen en bedraagt 50 %. De vrijstelling bedraagt 25 % vanaf het vijfde tot en met het achtste kwartaal volgend op dat waarin de tewerkstelling een aanvang heeft genomen.

**Art. 5.** De in artikel 4, § 1, bedoelde werkgever geniet niet van de bepalingen van dit hoofdstuk indien de nieuw in dienst genomen tweede of derde werknemer een werknemer vervangt die in de loop van de twaalf kalendermaanden voorafgaand aan de indienstneming in dezelfde technische bedrijfsseenheid werkzaam geweest is, behalve indien deze werknemer de voorwaarden van artikel 6, § 1, 10° vervult.

**Art. 6.** § 1. Onder nieuw in dienst genomen werknemer wordt verstaan :

1° een werkzoekende tussen 18 en 25 jaar die gedurende de 12 maanden die aan de indienstneming voorafgaan zonder onderbreking genoten heeft van werkloosheids- of wachtuitkeringen voor alle dagen van de week;

2° een werkzoekende die op het ogenblik van de indienstneming gedurende de 18 maanden voorafgaand aan de indienstneming zonder onderbreking genoten heeft van werkloosheids- of wachtuitkeringen voor alle dagen van de week;

3° een werkzoekende van minstens 40 jaar oud die gedurende de 12 maanden die aan de indienstneming voorafgaan, zonder onderbreking genoten heeft van werkloosheidsuitkeringen voor alle dagen van de week;

4° een werkzoekende die op het ogenblik van de indienstneming sinds minstens zes maanden zonder onderbreking het bestaansminimum ontvangt;



5° un demandeur d'emploi qui, au moment de l'engagement, est handicapé enregistré auprès d'un service des Communautés de reclassement social des handicapés;

6° un demandeur d'emploi qui a bénéficié sans interruption d'allocations de chômage selon les dispositions de l'article 103 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage :

— pendant les 18 mois qui précèdent l'engagement;

— pendant les 12 mois qui précèdent l'engagement, s'il est âgé de 40 ans au moins;

7° un chômeur qui suit ou a suivi un plan d'accompagnement individuel tel que visé au chapitre IV du titre III de la loi du 3 avril 1995 portant de mesures visant à promouvoir l'emploi;

8° un chômeur complet indemnisé;

9° un chômeur complet inscrit comme demandeur d'emploi auprès d'un service régional de l'emploi depuis plus d'un an et non indemnisé pendant cette période;

10° un travailleur qui, ayant terminé un apprentissage, remplit les conditions des articles 36, à l'exception du §1<sup>er</sup>, 4°, ou 39 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage;

11° un chômeur complet inscrit auprès d'un service régional de l'emploi comme demandeur d'emploi qui, pendant les deux années précédant l'engagement, a été assujéti pendant au moins un an au statut social des travailleurs indépendants en tant qu'indépendant au sens de l'article 3 de l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants.

§ 2. Il est déterminé par Nous ce qu'il faut entendre par « interruption » pour l'application du §1<sup>er</sup>, 1°, 2°, 3°, 4° et 6°.

**Art. 7.** L'employeur visé à l'article 4, § 1<sup>er</sup>, peut bénéficier des dispositions du présent chapitre du chef de l'engagement de deux travailleurs nouvellement engagés occupés à mi-temps. Les deux travailleurs engagés à mi-temps sont considérés, selon le cas, comme le deuxième ou troisième travailleur engagé.

**Art. 8.** Lorsque l'occupation du deuxième ou troisième travailleur nouvellement engagé cesse avant l'expiration de la période visée à l'article 4, § 2, la réduction des cotisations patronales de sécurité sociale est maintenue jusqu'à l'expiration de cette période dans le chef du travailleur engagé en remplacement conformément, selon le cas, aux dispositions de l'un des articles 6 et 7.

Il est déterminé par Nous ce qu'il faut entendre par « remplacement » pour l'application de l'alinéa 1<sup>er</sup>.

Lorsqu'un travailleur est licencié pendant la période donnant lieu dans son chef à la réduction des cotisations patronales de sécurité sociale et a droit à une indemnité de rupture de contrat, les cotisations patronales de sécurité sociale dues sur cette indemnité ne sont pas réduites.

**Art. 9.** § 1<sup>er</sup>. Sont exclus de l'application du présent chapitre, les employeurs qui, à l'expiration du trimestre pour lequel ils en invoquent l'application, sont débiteurs envers l'Office national de Sécurité sociale. Cependant s'il s'agit d'employeurs qui ont obtenu pour l'apurement de leur dette des délais de paiement qu'ils ont respectés strictement, des dérogations peuvent être accordées par le Comité de gestion de l'Office national de Sécurité sociale.

§ 2. Sont également exclus du bénéfice de ce chapitre, les employeurs qui ne respectent pas les dispositions de l'arrêté royal n° 230 du 21 décembre 1983 relatif au stage et à l'insertion professionnelle des jeunes. Cette exclusion vaut également pour les employeurs qui, en application de l'article 9 de l'arrêté précité ont été dispensés de l'obligation d'occuper des stagiaires.

**Art. 10.** Pour bénéficier des avantages prévus par le présent chapitre, l'employeur doit envoyer au bureau régional compétent de l'Office national de l'Emploi une ou plusieurs attestations établissant que le travailleur remplit les conditions requises pour l'application du présent chapitre. Il doit en outre préciser, dans la déclaration trimestrielle à l'organisme chargé de la perception et du recouvrement des cotisations de sécurité sociale, l'identité exacte du travailleur pour lequel il réduit les cotisations patronales.

Les conditions, les modalités et les délais dans lesquels les employeurs doivent demander cette attestation, sont déterminés par Nous.

5° een werkzoekende die op het ogenblik van de indienstneming een bij een dienst van de Gemeenschappen voor sociale reclassement van de minder-validen ingeschreven minder-valide is;

6° een werkzoekende die zonder onderbreking werkloosheidsuitkeringen genoten heeft volgens de bepalingen van artikel 103 van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering :

— gedurende de 18 maanden die van de indienstneming voorafgaan;

— gedurende de 12 maanden die aan de indienstneming voorafgaan indien hij minstens 40 jaar oud is;

7° een werkzoekende die een individueel begeleidingsplan volgt of heeft gevolgd als bedoeld in hoofdstuk IV van titel III van de wet van 3 april 1995 houdende maatregelen ter bevordering van de tewerkstelling;

8° een uitkeringsgerechtigde volledig werkloze;

9° een volledig werkloze die sedert meer dan een jaar bij een gewestelijke dienst voor arbeidsbemiddeling als werkzoekende is ingeschreven en die gedurende die periode niet uitkeringsgerechtigd geweest is;

10° een werknemer die een leertijd beëindigd heeft en voldoet aan de voorwaarden van de artikelen 36, met uitzondering van § 1, 4°, of 39 van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering;

11° een bij een gewestelijke dienst voor arbeidsbemiddeling als werkzoekende ingeschreven volledig werkloze die, gedurende de twee jaar voor de indienstneming, gedurende minstens een jaar onderworpen is geweest aan het sociaal statuut der zelfstandigen als zelfstandige in de zin van artikel 3 van het koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967 houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen.

§ 2. Door Ons wordt bepaald wat dient te worden verstaan onder « onderbreking » voor de toepassing van § 1, 1°, 2°, 3°, 4° en 6°.

**Art. 7.** De in artikel 4, § 1, bedoelde werkgever kan genieten van de bepalingen van dit hoofdstuk uit hoofde van de indienstneming van twee nieuw in dienst genomen halftijdse werknemers. Deze twee halftijdse werknemers worden geacht naargelang het geval de tweede of de derde werknemer te zijn die in dienst is genomen.

**Art. 8.** Wanneer de tewerkstelling van de nieuw in dienst genomen tweede of derde werknemer eindigt voor het einde van de periode bedoeld in artikel 4, § 2, blijft de vermindering van de werkgeversbijdragen voor sociale zekerheid tot bij het verstrijken van die periode behouden ten aanzien van de werknemer die ter vervanging in dienst wordt genomen overeenkomstig, volgens het geval, de bepalingen van één van de artikelen 6 en 7.

Door Ons wordt bepaald wat dient te worden verstaan onder « vervanging » voor de toepassing van het eerste lid.

Wanneer een werknemer ontslagen wordt in de periode die te zijnen aanzien aanleiding geeft tot de vermindering van de werkgeversbijdragen voor sociale zekerheid en recht heeft op een vergoeding wegens beëindiging van de overeenkomst, worden de werkgeversbijdragen voor sociale zekerheid op die vergoeding niet verminderd.

**Art. 9.** § 1. Van de toepassing van dit hoofdstuk zijn uitgesloten de werkgevers die bij het verstrijken van het kwartaal waarvoor zij de toepassing ervan inroepen, schuldenaar zijn van de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid. Indien de betrokken werkgevers voor de aanzuivering van hun schuld evenwel uitstel van betaling hebben gekregen en de termijnen strikt hebben nageleefd, kunnen door het Beheerscomité van de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid afwijkingen toegekend worden.

§ 2. Worden ook uitgesloten van het voordeel van dit hoofdstuk, de werkgevers die de bepalingen van het koninklijk besluit nr. 230 van 21 december 1983 betreffende de stage en de inschakeling van jongeren in het arbeidsproces niet nakomen. Deze uitsluiting geldt eveneens voor de werkgevers die vrijgesteld werden van de verplichting stagiaires tewerk te stellen met toepassing van artikel 9 van voormeld besluit.

**Art. 10.** Om de voordelen van dit hoofdstuk te genieten, moet de werkgever aan het bevoegd gewestelijk bureau van de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening één of meer getuigschriften opsturen die aantonen dat de werknemer de vereiste voorwaarden vervult voor de toepassing van dit hoofdstuk. Hij moet bovendien in zijn driemaandelijks aangifte aan de instelling die belast is met de inning en de invordering van de sociale-zekerheidsbijdragen, de juiste identiteit vermelden van de werknemer voor wie hij de werkgeversbijdragen vermindert.

De voorwaarden, nadere regelen en de termijnen binnen welke de werkgevers deze getuigschriften moeten vragen en opsturen, worden door Ons bepaald.

**Art. 11.** Pour bénéficier des avantages prévus par le présent chapitre, l'employeur doit, pour les travailleurs visés à l'article 6, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup>, 6<sup>o</sup>, 8<sup>o</sup> et 10<sup>o</sup>, obtenir du bureau régional compétent de l'Office national de l'Emploi, une attestation établissant que ce travailleur remplit les conditions requises pour l'application des dispositions du présent chapitre.

Les conditions, les modalités et les délais dans lesquels les employeurs doivent demander cette attestation, sont déterminés par Nous.

**Art. 12. § 1<sup>er</sup>.** Les employeurs qui bénéficient des dispositions du présent chapitre pour les travailleurs visés à l'un des articles 6, 7 ou 8 ne peuvent bénéficier pour ce même travailleur :

a) des dispositions de l'article 35 de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés;

b) des dispositions arrêtées en vertu des articles 1<sup>er</sup>, d, et 11, de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique;

c) des dispositions de l'arrêté royal du 21 janvier 1987 portant de nouvelles mesures en vue de promouvoir l'emploi dans le secteur non-marchand, et de la section 5 de l'arrêté royal n° 25 du 24 mars 1982 créant un programme de promotion de l'emploi dans le secteur non-marchand, insérée par l'arrêté royal n° 493 du 31 décembre 1986 relatif à la promotion de l'emploi dans le secteur social;

d) des dispositions de l'arrêté royal n° 483 du 22 décembre 1986 portant réduction des cotisations patronales de sécurité sociale pour l'engagement de travailleurs domestiques;

e) des dispositions du chapitre III du titre IV de la loi du 30 décembre 1992 portant des dispositions sociales et diverses;

f) des dispositions des titres IV — Plans d'entreprise de redistribution du travail — et VI — Réduction des cotisations patronales pour les bas salaires — de l'arrêté royal du 24 décembre 1993 portant exécution de la loi du 6 janvier 1989 de sauvegarde de la compétitivité du pays;

g) des dispositions du titre III — Emplois-tremplin — de l'arrêté royal du 24 décembre 1993 portant exécution de la loi du 6 janvier 1989 de sauvegarde de la compétitivité du pays.

h) des dispositions du chapitre II — Plan d'embauche pour la promotion du recrutement des demandeurs d'emploi — du titre IV de la loi du 21 décembre 1994 portant des dispositions sociales et diverses;

i) des dispositions de la section 4 — Prépension à mi-temps — du chapitre III de la loi du 22 décembre 1995 portant des mesures visant à exécuter le plan pluriannuel pour l'emploi;

j) des dispositions du chapitre V — Développement de nouveaux gisements d'emplois — de la même loi du 22 décembre 1995;

k) des dispositions du titre VI — Recherche scientifique — de la loi du 29 avril 1996 portant des dispositions sociales;

l) des dispositions du chapitre IV — Accords en faveur de l'emploi — du titre III de la loi du 26 juillet 1996 relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde préventive de la compétitivité.

§ 2. Les avantages du présent chapitre ne sont pas d'application aux stagiaires engagés en vertu de l'arrêté royal n° 230 du 21 décembre 1983 relatif au stage et à l'insertion professionnelle des jeunes.

### CHAPITRE III. — Dispositions finales

**Art. 13.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 1997 et cessera d'être en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1999.

**Art. 14.** Notre Ministre de l'Emploi et du Travail, Notre Ministre des Affaires sociales et Notre Ministre des Petites et Moyennes Entreprises sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 14 mars 1997.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi et du Travail,  
Mme M. SMET

La Ministre des Affaires sociales,  
Mme M. DE GALAN

Le Ministre des Petites et Moyennes Entreprises,  
K. PINXTEN

**Art. 11.** Om de voordelen van dit hoofdstuk te genieten, moet de werkgever voor de werknemers bedoeld in de artikelen 6, §1, 1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup>, 6<sup>o</sup>, 8<sup>o</sup> en 10<sup>o</sup>, bij het bevoegd gewestelijk bureau van de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening, een getuigschrift verkrijgen waaruit blijkt dat deze werknemer voldoet aan de voorwaarden vereist voor de toepassing van de bepalingen van dit hoofdstuk.

De voorwaarden, de nadere regelen en de termijnen binnen welke de werkgevers dit getuigschrift moeten aanvragen, worden door Ons bepaald.

**Art. 12. § 1.** De werkgevers die het voordeel van de bepalingen van dit hoofdstuk genieten voor de in één van de artikelen 6, 7 of 8 bedoelde werknemers, kunnen voor diezelfde werknemer niet het voordeel genieten :

a) van de bepalingen van artikel 35 van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers;

b) van de bepalingen vastgesteld krachtens de artikelen 1, d, en 11, van de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntering;

c) van de bepalingen van het koninklijk besluit van 21 januari 1987 houdende nieuwe maatregelen tot bevordering van de tewerksijeling in de non-profit-sector, en van afdeling 5 van het koninklijk besluit nr. 25 van 24 maart 1982 tot opzetting van een programma ter bevordering van de werkgelegenheid in de niet-commerciële sector, ingevoegd bij het koninklijk besluit nr. 493 van 31 december 1986 betreffende de bevordering van de werkgelegenheid in de sociale sector;

d) van de bepalingen van het koninklijk besluit nr. 483 van 22 december 1986 tot vermindering van de sociale zekerheidsbijdragen van de werkgevers bij de indienstneming van dienstboden;

e) van de bepalingen van hoofdstuk III van titel IV van de wet van 30 december 1992 houdende sociale en diverse bepalingen;

f) van de bepalingen van titels IV — Bedrijfsplannen tot herverdeling van de arbeid — en VII — Vermindering van de werkgeversbijdragen voor lage lonen — van het koninklijk besluit van 24 december 1993 ter uitvoering van de wet van 6 januari 1989 tot vrijwaring van 's lands concurrentievermogen;

g) van de bepalingen van titel III — Ingroeibanen — van het koninklijk besluit van 24 december 1993 ter uitvoering van de wet van 6 januari 1989 tot vrijwaring van 's lands concurrentievermogen.

h) van de bepalingen van hoofdstuk II — Banenplan ter bevordering van de tewerksijeling van werkzoekenden — van titel IV van de wet van 21 december 1994 houdende sociale en diverse bepalingen;

i) van de bepalingen van afdeling 4 — Halftijds brugpensioen — van hoofdstuk III van de wet van 22 december 1995 houdende maatregelen tot uitvoering van het meerjarenplan voor werkgelegenheid;

j) van de bepalingen van hoofdstuk V — Ontwikkeling van nieuwe arbeidsmarkten — van dezelfde wet van 22 december 1995;

k) van de bepalingen van titel VI — Wetenschappelijk onderzoek — van de wet van 29 april 1996 houdende sociale bepalingen;

l) van de bepalingen van hoofdstuk IV — Tewelkstellingsakkoorden — van titel III van de wet van 26 juli 1996 tot bevordering van de werkgelegenheid en tot preventieve vrijwaring van het concurrentievermogen.

§ 2. De voordelen van dit hoofdstuk zijn niet van toepassing op de stagiairs aangenomen krachtens het koninklijk besluit nr. 230 van 21 december 1983 betreffende de stage en de inschakeling van de jongeren in het arbeidsproces.

### HOOFDSTUK III. — Slotbepalingen

**Art. 13.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1997 en houdt op van kracht te zijn op 1 januari 1999.

**Art. 14.** Onze Minister van Tewelkstelling en Arbeid, Onze Minister van Sociale Zaken en Onze Minister van de Kleine en Middelgrote Ondernemingen zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 14 maart 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Tewelkstelling en Arbeid,  
Mevr. M. SMET

De Minister van Sociale Zaken,  
Mevr. M. DE GALAN

De Minister van de Kleine en Middelgrote Ondernemingen,  
K. PINXTEN